

## Face à la crise sanitaire, réponse autonome du prolétariat international

Au long de son histoire, l'espèce humaine a subi nombre d'épidémies dévastatrices, par exemple, les maladies épidémiques du néolithique, la peste d'Athènes, l'épidémie de variole dans l'Empire Romain et l'Égypte, la peste noire au moyen âge, la grippe espagnole, le typhus dans la révolution russe ... Si les communautés primitives ont subi des maladies infectieuses, la contagion était limitée du fait de l'isolement relatif des communautés. Cependant, dès le néolithique, la domestication des animaux modifie leur relation avec l'espèce humaine. L'accroissement de la productivité de l'agriculture permet la création de villes tandis que les différenciations sociales s'exacerbent et que des classes sociales aux intérêts antagoniques se forment. Les premières épidémies apparaissent alors en relation avec les sociétés de classes ; les intérêts immédiats des classes dominantes sont devenus le moteur de la production. Elles agissent sans se soucier des conséquences indirectes et futures de leurs actions sur la nature. L'épidémie actuelle n'est donc pas un phénomène spécifique au mode de production capitaliste, mais celui-ci amplifie dramatiquement ses conséquences sur l'ensemble de la planète.

Cette épidémie révèle, aux yeux de tous, l'incurie et l'incompétence des bourgeoisies nationales à maîtriser la situation. Au lieu d'une coordination globale, s'imposent la concurrence, les pressions, les mensonges que se font les Etats bourgeois et l'impuissance totale des organismes internationaux censés représenter « l'intérêt commun et la solidarité des nations » (OMS, ONU...). Dans la plupart des pays, le prolétariat a assisté à l'incapacité de la bourgeoisie à diriger le système de santé et à prendre en charge rationnellement la protection des populations, malgré les immenses progrès de la médecine au XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles. Tous les gouvernements, quels que soient leurs orientations idéologiques, ont cherché avant tout à préserver les rapports sociaux et politiques qui permettent la production d'un maximum de plus-value et la soumission du prolétariat à l'ordre bourgeois. Les mesures d'exception qui sont prises, au nom de la sauvegarde de la santé des populations préparent aussi, et à grande échelle des mesures durables d'aggravation des conditions d'existence de ces populations, en terme de revenus, de temps de travail et de chômage, et de régression des libertés démocratiques tout en développant de nouvelles méthodes de domination du prolétariat. La classe dominante est bien déjà en train de prendre les devants pour faire payer au prolétariat les frais de cette crise, en faisant tout pour l'immobiliser dans sa réaction de classe, alors même qu'avant l'épisode du coronavirus, la lutte des classes à l'échelle mondiale s'intensifiait.

Cette épidémie éclate alors que le mode de production capitaliste était sur la fin d'un cycle – le plus long cycle de son histoire moderne – et que la société bourgeoise était grosse d'une nouvelle crise de surproduction plus menaçante que la dernière crise de 2008-2009.

Devant cette perspective, les bourgeoisies des pays avancés ont déployé, bien avant l'éclatement de la crise sanitaire, toutes les ressources de la politique monétaire et budgétaire pour tenter de l'enrayer. Cette crise épidémique intervient avant l'explosion de la crise de surproduction et précipite prématurément la dévalorisation d'une partie du capital. Une très grande partie de la production et de la circulation des marchandises est soudainement arrêtée tandis que le capital fictif chute considérablement. Il reste à évaluer dans quelle mesure la crise actuelle va déboucher sur la crise de surproduction, que la bourgeoisie cherchera à recouvrir d'un voile sanitaire, ou si les dévalorisations réalisées vont seulement la différer.

De toutes façons, qui payera la facture de l'endettement sans précédent de tous les Etats paniqués à l'idée de l'effondrement de la société bourgeoise ? Principalement, le prolétariat, qui verra son exploitation renforcée pour produire un maximum de plus-value et permettre la valorisation du capital qui est fortement dévalorisé par cette crise et rembourser la dette publique.

C'est bien dans les grandes crises mondiales que se révèle toujours le caractère tragique de la division en classes. Le mode de production capitaliste, dernier mode de production basé sur les classes sociales, révèle à cette occasion combien il a fait son temps, et combien son renversement par la classe exploitée,

le prolétariat mondial, est le seul objectif qui peut faire sens devant les conséquences de sa domination. Pourtant, depuis sa défaite dans les années 1920 le prolétariat a disparu comme classe indépendante. Si par la suite il a pu émerger au sein des révolutions qui ne dépassaient pas les limites bourgeoises, pour autant qu'elles fussent radicales, il n'a pas réussi à s'y affirmer comme classe.

Certes, la capacité politique du prolétariat dépend des circonstances, de son degré de préparation et de son énergie pour s'organiser de façon indépendante à l'échelle internationale, mais sa capacité historique est permanente, parce qu'elle est inscrite au cœur même du rapport social qui caractérise le mode de production capitaliste. Pour préserver cette capacité quand les rapports de force lui sont défavorables, il faut que le prolétariat, sous le drapeau de la révolution en permanence, trouve un moyen de coopération internationale qui lui permette de se défendre au mieux pour protéger ses conditions d'existence tout en se préparant à former un parti politique indépendant et opposé à tous les autres partis de la société bourgeoise.

Ce moment de crise épidémiologique mondiale est donc une circonstance potentiellement favorable pour le prolétariat mondial, parce qu'il jette simultanément les prolétaires de tous les pays dans une situation sociale et politique commune, qui favorise énormément la convergence internationale de ses intérêts communs. Dans ce sens, nous pensons qu'en ce moment, les revendications qui suivent traduisent ces intérêts. Nous pensons aussi que ces revendications générales peuvent être formulées d'une manière plus spécifique et précise selon les réalités politiques et sociales de chaque pays. Certes, ces revendications s'inscrivent encore dans le cadre de la démocratie sociale pour le prolétariat et les sans-réserves, mais la radicalisation des pressions et mobilisations pour leur satisfaction aplanit les obstacles pour un terrain d'action plus large qui permettra au prolétariat d'entrer dans un processus de réappropriation de sa capacité politique autonome.

## REVENDEICATIONS COMMUNES

**Défense du salaire, indemnisation du chômage, pensions de retraite. Revenus de base garanti aux chômeurs et autres populations sans réserve, régularisation des sans-papiers, réduction du temps de travail sans baisse du salaire.**

La lutte immédiate propre au prolétariat est la lutte pour le salaire, tout en sachant que l'abolition du salariat constitue son but final, comme classe révolutionnaire. Mais le salaire n'est que le prix de la force de travail, lequel varie autour de la valeur de celle-ci en fonction de l'offre et de la demande. La valeur de cette marchandise varie également avec le temps de travail nécessaire à sa production, lequel contient un élément historique et moral résultant des luttes acharnées contre les empiètements incessants du capital.

Pendant les crises de surproduction, alors que la demande fait défaut pour toutes les marchandises, il existe une tendance à la baisse du salaire, du fait de l'accroissement de la surpopulation relative et des pressions qui sont exercées sur la force de travail encore en activité.

Pendant cette crise sanitaire, qui a précipité prématurément la dévalorisation d'une partie du capital, exiger le maintien du salaire, aujourd'hui attaqué au nom de la pandémie dans de nombreux secteurs de plusieurs pays, c'est contraindre le capital à reculer dans sa tendance permanente à payer un salaire au-dessous de la valeur de la force de travail. Cette crise jette des millions de prolétaires dans le chômage partiel ou intégral et précipite dans l'armée des sans-réserves toute une fraction des classes moyennes les plus précaires.

Loin de la simple revendication de « plus de justice sociale » ou de « meilleure redistribution des richesses », réclamée par les partis bourgeois et petit-bourgeois de la gauche démocratique, la bataille pour les salaires, lorsqu'elle est assumée indépendamment des autres classes de la société, permet au

prolétariat de défendre ses conditions d'existence et le prépare à une action politique indépendante en relation avec ses frères de classe à l'échelle internationale.

### **Autonomie de la gestion des cotisations sociales (salaire indirect). Accès gratuit aux soins, prise en charge des services de santé par le prolétariat.**

C'est le salariat et les classes laborieuses qui financent intégralement les systèmes de sécurité sociale existant dans les différents pays du monde, avec des degrés divers de protection. La classe capitaliste - non seulement les grandes entreprises, mais plus encore les petits et moyens capitalistes-, protestent régulièrement contre ce qu'ils appellent, avec leurs comptables, des « charges » et exigent sans cesse d'en être exonérés, ce qui constitue une pression permanente sur le salaire indirect.

Dans plusieurs pays, les systèmes de sécurité sociale sont désormais gérés conjointement par des représentants des capitalistes, des salariés et de l'Etat dans une logique de compromis qui sert toujours le capital. Partout, l'Etat, sollicité pour combler les déficits qu'il a facilité, tend à intervenir toujours plus dans cette gestion, surtout lorsqu'il s'agit de réduire les prestations et en même temps les cotisations, tout en redirigeant les fonds existants vers d'autres usages du budget de l'Etat. Ces phénomènes tendent ainsi à masquer que les cotisations sociales sont du salaire, uniquement du salaire, en les présentant comme s'il s'agissait de taxes prélevées sur le capital.

La revendication d'une gestion autonome exclusive des cotisations sociales par les représentants du prolétariat doit être portée au premier plan, pour garantir l'accès intégral aux services sociaux à la population prolétarienne et sans-réserve, tels que santé, eau potable, assainissement, sécurité alimentaire...

### **Mesures de protection de la santé sur les lieux de travail et les transports publics**

Certes le virus SRAS-Cov2, lorsqu'il cherche un hôte humain ne fait pas de différence entre les cellules des bourgeois et celles des prolétaires. C'est une des principales raisons pour lesquelles la bourgeoisie se préoccupe des épidémies. Ce fait est mis en avant par les gouvernements bourgeois pour appeler à l'union nationale comme si le virus était au-dessus des classes. Mais pour autant la maladie qui l'accompagne l'est beaucoup moins.

Les classes mobilisées dans la lutte contre l'épidémie (diverses équipes de soignants) et celles qui doivent se consacrer à la production matérielle des marchandises essentielles pour éviter l'effondrement de la société (alimentation, énergie, transport, communications, ...) ou représenter l'Etat bourgeois pour faire appliquer ses lois (police notamment) se trouvent bien plus exposés que ceux qui sont confinés. Dans cette population surexposée, le prolétariat, tout particulièrement ses couches les plus défavorisées, y est majoritaire et le moins bien protégé.

Parce qu'elles vivent généralement dans des logements exigus dans les grandes villes et leurs banlieues, dans des quartiers sous-entretenus et surpeuplés, ce qui favorise la promiscuité et les place en première ligne dans l'usage quotidien des transports publics bondés à l'heure de pointe.

Quant aux mesures de confinement prises dans différents pays, elles protègent avant tout les classes les plus aisées, dans la mesure où leur activité peut relever du télétravail.

Les travailleurs de l'industrie, des transports, de la logistique, de la construction civile, des supermarchés, etc. restent exposés d'autant plus cyniquement lorsqu'il ne s'agit pas de produits de première nécessité.

C'est pourquoi, il faut revendiquer des mesures de protection et de distanciation réelles et efficaces sur les lieux de travail et dans les transports, distribution de masques à tous ceux qui travaillent hors de chez eux, droit de retrait et sanctions aux employeurs qui le refusent et font le chantage au licenciement, levée des lois d'exception qui les interdisent, exigence de reconnaître la maladie comme maladie professionnelle, auto-organisation du prolétariat pour faire respecter les règles sanitaires.

### **Défense des libertés d'expression, d'association, de manifestation**

Dans de nombreux pays la crise sanitaire actuelle sert de prétexte, pour restreindre encore plus les libertés individuelles et pour habituer les populations à un système de répression autoritaire, qui sanctionne et surveille attentivement tout comportement qui n'obéit pas docilement à l'autorité de l'Etat. Le prolétariat n'est pas le seul à en subir les conséquences ; les classes moyennes en pâtissent également et des voix s'élèvent aussi dans leurs rangs. Mais il ne faut pas se faire d'illusion. La tournure actuelle en dit long sur ce que veut la classe dominante : faire accepter des lois qui, au nom de la « sécurité », préparent la répression et la surveillance étroite de tout mouvement autonome du prolétariat, la classe « dangereuse » par excellence pour la bourgeoisie, qui connaît l'histoire de la lutte des classes.

### **Généralisation d'un impôt fortement progressif sur le revenu**

Fréquemment, le socialisme bourgeois et petit-bourgeois revendiquent un impôt sur la fortune. Bien qu'il soit un impôt direct, son assiette est largement nominale (actions, bons du trésor, par exemple) et complexe.

La bourgeoisie et les fractions les plus riches de la société trouvent toujours dans les complications bureaucratiques et les avantages fiscaux des moyens pour réduire ou même annuler cet impôt. Il est donc très inefficace par rapport au rendement idéalement espéré. Pour autant que le patrimoine soit corrélé au revenu et le revenu au patrimoine, un meilleur résultat serait atteint avec un **impôt fortement progressif sur le revenu**, y compris le revenu du patrimoine, sans bureaucratie supplémentaire et sans créer de distorsions. Au lieu de l'impôt progressif modéré, en vigueur actuellement, et qui est accompagné d'impôts indirects lesquels représentent la majorité des recettes fiscales, le prolétariat doit revendiquer la fixation d'un impôt fortement progressif jusqu'à un point où il pourrait se convertir en attaque directe contre la propriété privée.

### **Suppression des impôts indirects**

Les impôts indirects rendent le poids de la fiscalité plus opaque. L'obscurcissement des rapports sociaux, le maintien d'illusions sur le poids des impôts propres à chaque classe est une nécessité pour la bourgeoisie. Les impôts sur la consommation tels que ceux sur la valeur ajoutée, les impôts sur les transactions financières ou ceux à caractère moral (tabac, alcool, ...), sont des exemples de la multitude des impôts indirects. Le point important ici est que le prolétariat et les classes moyennes modernes (salarisées) et anciennes (petits bourgeois, petits paysans, ...) doivent avoir une meilleure mesure de ce que leur coûte l'Etat et ce que la bourgeoisie fait peser sur eux sous forme d'impôts, pour mieux dévoiler les rapports sociaux. Une revendication pour baisser les impôts indirects sans les supprimer revient au même qu'une revendication pour la baisse des impôts en général : elle relève d'une lutte interclassiste qui intéresse surtout la bourgeoisie et encore plus la petite bourgeoisie sans presque rien apporter au prolétariat. Au lieu de tous ces subterfuges interclassistes, le prolétariat revendique un impôt fortement progressif sur le revenu

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !